



Enquête sur le consensus entre économistes

Jean Beuve⁽¹⁾, Hélène Paris⁽²⁾ et Amélie Schurich-Rey⁽³⁾

Est-il illusoire de parvenir à un consensus entre les économistes ? Dans la lignée de sa *Note* « Les économistes dans la cité », le Conseil d'analyse économique tente d'illustrer cette question via une enquête menée auprès de ses membres, anciens et actuels.

1. Introduction

Deux reproches contraires sont souvent faits aux économistes, accusés à la fois de ne jamais être d'accord et de tous penser la même chose. Ces reproches sont largement utilisés dans le débat public pour discréditer la parole de l'économiste, ou en prouver l'inutilité⁽⁴⁾. Certes, pour le non-spécialiste, il est difficile de percevoir les raisons, pour la plupart rationnelles, des désaccords entre économistes, ainsi que leurs évolutions. En particulier, le périmètre, ou l'horizon temporel d'une question peuvent largement expliquer la variabilité des réponses entre économistes. Ainsi, les désaccords prévalent lorsque les questions sont vastes. Or le « consensus » existe parfois ; il évolue en parallèle des nouvelles connaissances et techniques de validation. Ces dernières étant pour la plupart invisibles aux yeux du non-spécialiste, qui n'y a accès que *via* des « passeurs » de savoir, la dynamique du « consensus » est peu apparente.

La *Note du CAE* « Les économistes dans la cité » de juillet 2017 analyse combien la mise en évidence des accords et des désaccords entre économistes est une tâche difficile, mais essentielle afin de fournir une référence pour le débat public. À l'occasion des 20 ans du Conseil d'analyse économique, nous avons choisi de réaliser une enquête auprès de l'ensemble de ses membres, anciens et actuels, afin de tester l'existence, sur cet échantillon, d'un consensus sur certains sujets⁽⁵⁾.

(1) Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Conseil d'analyse économique.

(2) Conseil d'analyse économique.

(3) Conseil d'analyse économique.

(4) Cf. Bénassy-Quéré A., O.J. Blanchard et J. Tirole (2017) : « Les économistes dans la cité », *Note du CAE*, n° 42, juillet.

(5) Cette enquête est uniquement illustrative, les membres du CAE n'étant pas tirés au hasard dans la population des économistes.

2. Présentation de l'enquête

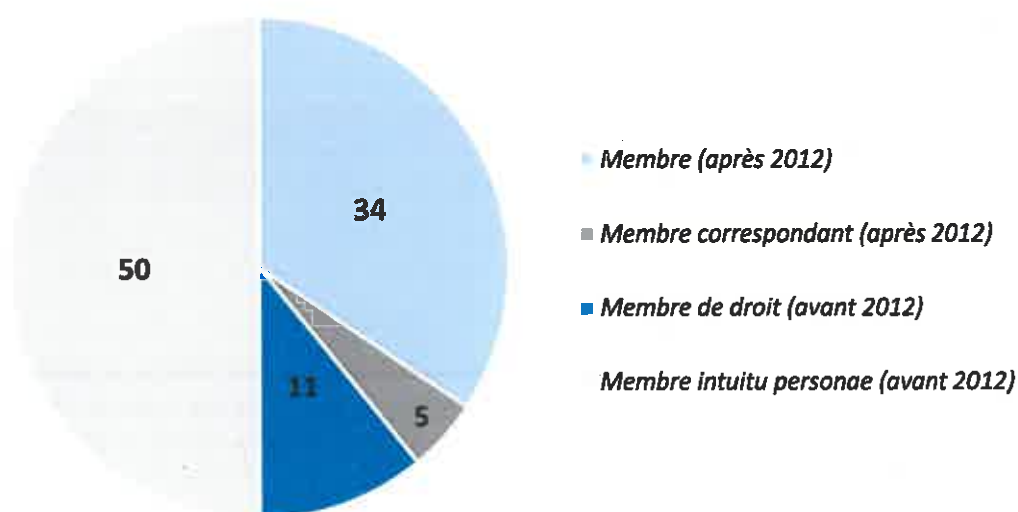
2.1. Le questionnaire

Le questionnaire adressé aux membres et anciens membres du CAE (y compris anciens membres de droit) en juin 2017 se compose de quinze questions, sous la forme d'affirmations d'économie positive. Les répondants sont invités à exprimer leur accord ou désaccord selon une échelle de Likert (*Tout à fait d'accord / Plutôt d'accord / Incertain / Plutôt pas d'accord / Pas du tout d'accord*, à laquelle nous avons ajouté la possibilité de ne pas se prononcer : *Ne sait pas*). Par ailleurs, le questionnaire demande également aux répondants d'autoévaluer la confiance qu'ils portent à leur propre réponse sur une échelle allant de 1 (*faible confiance*) à 5 (*grande confiance*).

2.2. Informations sur les répondants

Le questionnaire a été envoyé à 118 personnes parmi lesquelles 64 ont répondu (soit un taux de réponse supérieur à 50 %). Les membres du CAE qui l'ont été avant 2012 (date de changement de format des documents produits par le CAE) sont légèrement plus représentés que les membres après 2012, ce qui s'explique par la création plus ancienne du CAE (1997) et du nombre plus important de membres avant 2012. Avant d'analyser les réponses, il est intéressant de souligner que plus de la moitié (58 %) des répondants souhaite que leurs réponses restent anonymes.

Répartition des répondants à l'enquête du CAE sur le consensus entre économistes (en % du total)



Source : CAE, enquête juin 2017.

2.3. Les affirmations de l'enquête

Thème Union européenne (6 questions)

Circul_moy	La plus grande liberté de circulation des biens et services au sein du marché unique a amélioré en moyenne la situation des Européens depuis les années 1980.
Circul_peu_qualif	La plus grande liberté de circulation des biens et services au sein du marché unique a contribué à dégrader la situation des personnes peu qualifiées en Europe de l'ouest depuis les années 1980.
Immig	L'immigration de travailleurs d'Europe centrale et orientale depuis les années 2000 a eu un effet positif sur les finances publiques en France.
Brexit	Une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord préférentiel n'aura pas, dans les dix ans qui suivront, un impact négatif sur le revenu par habitant en France.
Dette	Un ratio dette publique / PIB a un effet négatif sur la croissance, même lorsque ce ratio est stable.
Consolid	En zone euro, une consolidation budgétaire dans un État membre de taille significative a un effet dépressif sur les autres pays de la zone.

Marché du travail-emploi (4 questions)

Alleg_emploi	En France, les allègements de cotisations sociales employeurs ont un effet positif sur l'emploi quand ils sont ciblés sur les bas salaires.
Alleg_comp	En France, les allègements de cotisations sociales employeurs ciblés sur les salaires intermédiaires permettent de réaliser des gains de compétitivité.
Dimanche	L'ouverture des commerces le dimanche permet de créer des emplois.
Licenc	La protection élevée contre les licenciements nuit à l'emploi des jeunes en CDI.

Autres (5 questions)

Rechauff	Un prix unique des émissions de gaz à effet de serre, reflétant les coûts du réchauffement climatique, est un moyen efficace pour réduire ces émissions.
Aide_logement	Lorsque l'offre de logement locatif est contrainte, subventionner la demande via des aides au logement conduit à une hausse des loyers.
Uber	L'autorité de la concurrence ne serait pas légitime à se prononcer sur le niveau raisonnable des commissions prélevées par Uber.
Ass_vie	La fiscalité allégée sur les fonds euro de l'assurance-vie est un handicap pour l'investissement productif.
Marches_publics	Les clauses particulières dans les marchés publics pourraient être un moyen efficace d'atteindre des objectifs sociaux ou environnement.

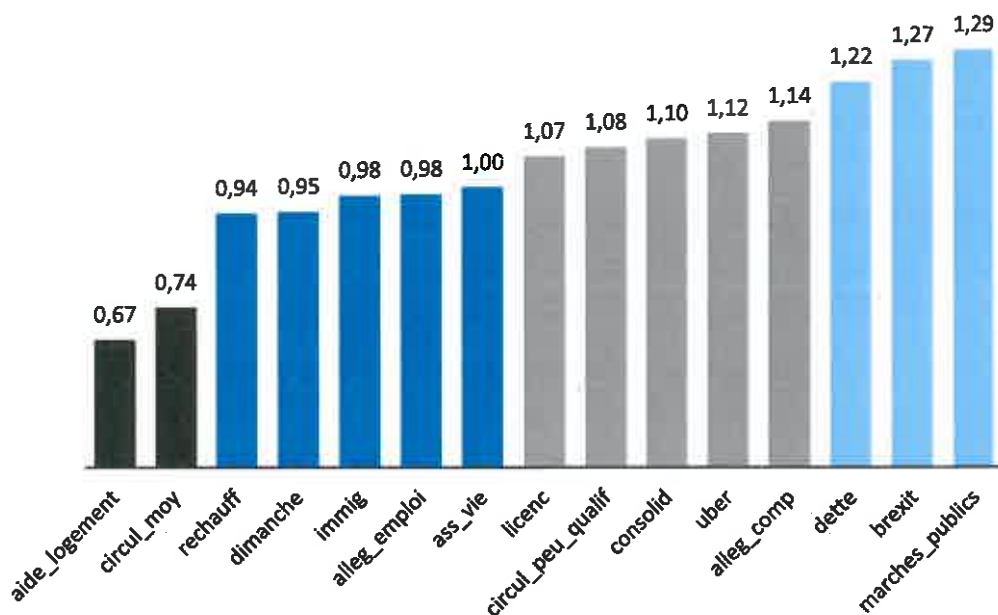
3. Analyse des réponses agrégées

3.1. Classement des questions de la plus à la moins consensuelle

Pour connaître le niveau de consensus, nous calculons les écarts-types des réponses proposées par les participants. L'écart-type étant un indice de dispersion, plus il est faible, plus les réponses sont consensuelles. À l'inverse, un écart-type élevé indique une dispersion importante des réponses. À partir de cet indicateur, nous pouvons discerner quatre catégories de questions (graphique 1) :

- celles pour lesquelles le consensus est fort (aide_logement et circul_moy) ;
- celles pour lesquelles le consensus est plus faible mais cependant élevé (rechauff, dimanche, immig, alleg_emploi et ass_vie) ;
- celles pour lesquelles le consensus est faible (licenc, circul_peu_qualif, consolid, uber et alleg_comp) ;
- pour lesquelles le consensus est très faible (dette, brexit et marches_publics).

Graphique 1. Palmarès du consensus/dissensus (écart type des réponses)



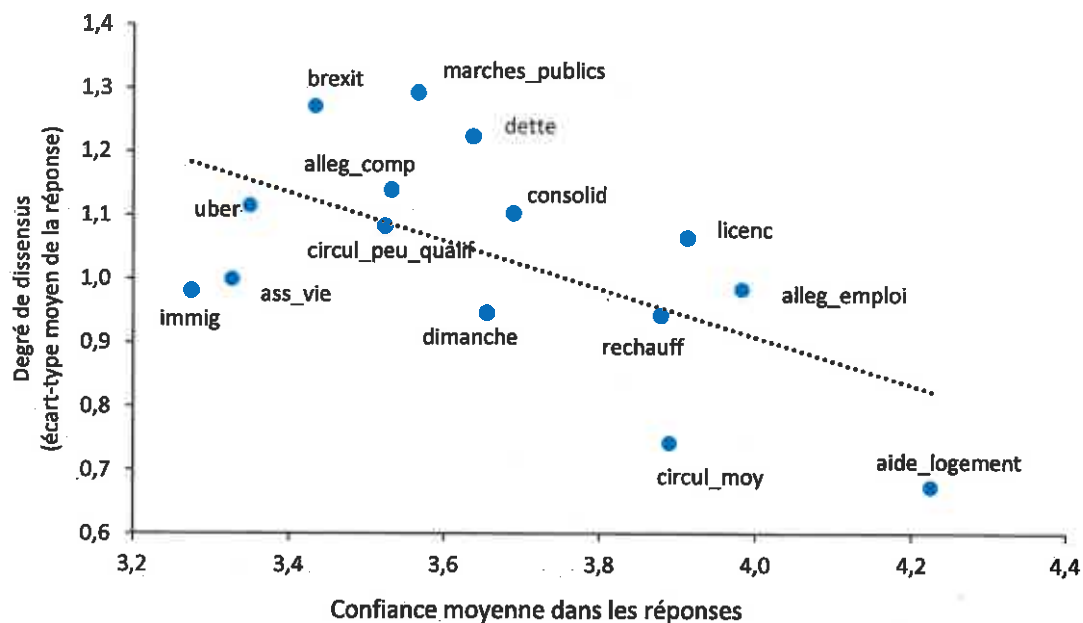
Source : CAE, enquête juin 2017.

3.2. L'effet ambivalent du niveau de confiance des répondants sur le consensus

Le graphique 2 montre la corrélation entre l'écart-type des réponses et le niveau de confiance moyen auto-attribué par les répondants à chaque question. La corrélation négative suggère que la dispersion des réponses est en moyenne plus importante lorsque le degré de confiance est faible, ce qui est conforme à l'intuition.

La plupart des analyses qui suivent sont menées sur deux échantillons séparément : d'une part, l'échantillon complet de tous les répondants (*complet*) et, d'autre part, celui des participants ayant affirmé avoir un niveau de confiance « fort » ou « très fort » dans leurs réponses (*confiants*). La taille de ces deux échantillons selon les questions est fournie dans le tableau 1.

Graphique 2. Corrélation entre l'écart-type et le degré de confiance moyen (par question)



Source : CAE.

Tableau 1. Taille des échantillons (par question)

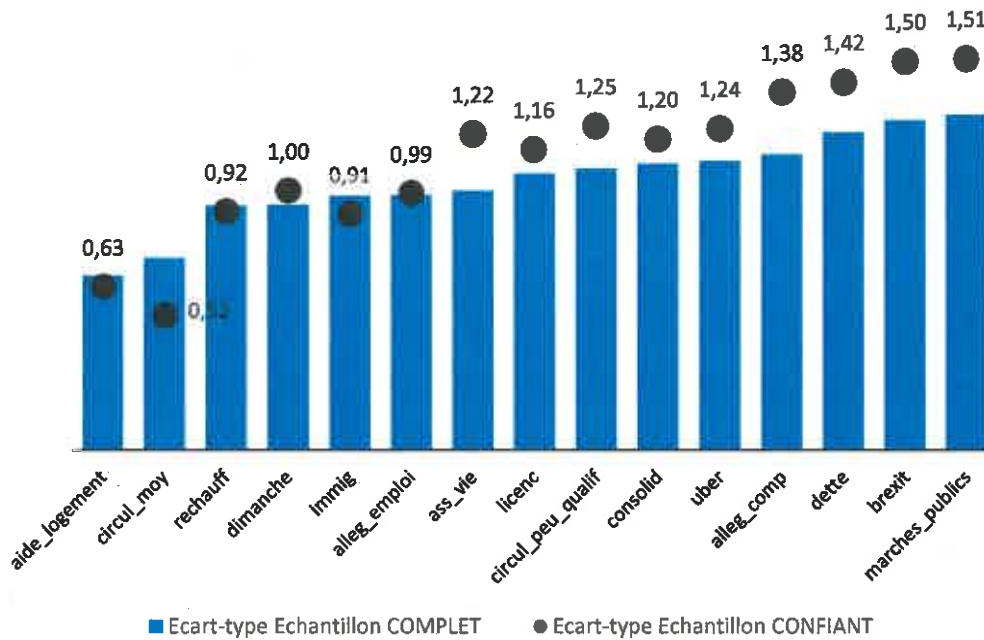
	Complet	Confiants
circul_moy	64	47
circul_peu_qualif	62	31
alleg_comp	60	32
aide_logement	61	54
marches_publics	56	35
brexit	58	28
alleg_emploi	57	49
uber	53	30
dette	58	36
dimanche	57	34
rechauff	56	41
consolid	57	39
ass_vie	48	26
licenc	57	44
immig	53	24

Source : CAE.

Toutefois, lorsque l'on recalcule les écarts-types par réponse en se restreignant à l'échantillon des répondants confiants, on obtient une dispersion encore plus grande dans les réponses (graphique 3). Ce résultat ne doit pas étonner : les répondants les plus confiants ont des réponses « tranchées ». Le tableau 2 confirme cette intuition : lorsqu'ils sont confiants (niveaux de confiance 4 ou 5), une très grande majorité des enquêtés se déclarent « tout à fait d'accord » ou « pas du tout d'accord » avec une proposition donnée. Au contraire, parmi les répondants peu confiants (niveaux 2 ou 3), on trouve une grande majorité de réponses de type intermédiaire⁽⁶⁾.

(6) On note au passage que 63 % des réponses sont associés à des niveaux de confiance importants (4 ou 5).

Graphique 3. Comparaison des écarts-types selon les échantillons (par question)



Source : CAE, enquête juin 2017.

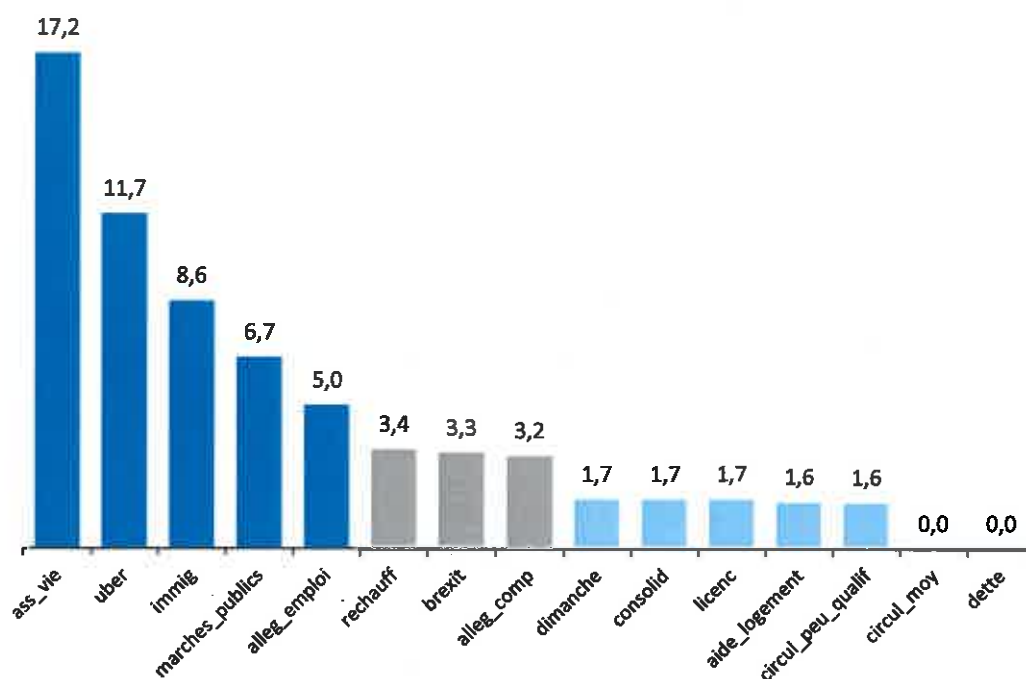
Tableau 2. Ventilation des réponses selon le degré de confiance

	Confiance (1 = faible ; 5 = forte)					Total	4 + 5 / Total
	1	2	3	4	5		
Pas du tout d'accord	0	1	8	45	15	69	87,0 %
Pas d'accord	0	8	57	60	5	130	50,0 %
Incertain	7	20	68	23	12	130	26,9 %
Plutôt d'accord	1	18	127	177	4	327	55,4 %
Tout à fait d'accord	0	0	4	115	82	201	98,0 %
Ne sait pas	10	0	18	5	7	40	30,0 %
Total (hors NSP)	8	47	264	420	118	857	63,0 %
Total (NSP inclus)	18	47	282	425	125	897	61,3 %

Source : CAE, enquête juin 2017.

Il est par ailleurs intéressant de noter la distribution des réponses « ne sait pas ». Dix questions de l'enquête, parmi lesquelles une majorité a donné lieu à un relatif consensus (voir *infra*), ont vu seulement une minorité de répondants (moins de 3 %) ne pas se prononcer. À l'inverse, les questions au sujet de la fiscalité allégée sur les fonds euro de l'assurance-vie, les commissions prélevées par Uber, l'impact de l'immigration des pays d'Europe centrale et orientale sur les finances publiques en France, et l'effet des allègements de cotisations sociales employeurs sur l'emploi peu qualifié ont donné lieu à un nombre élevé de répondants ne se prononçant pas. La question des fonds euro de l'assurance-vie, pour laquelle 17 % des répondants ne se sont pas prononcés, a peut-être été mal comprise. C'est la seule question parmi ce second groupe ayant montré un véritable dissensus parmi les répondants (voir graphique 18, *infra*).

Graphique 4. Répartition des « ne sait pas » (en % du total des répondants par question)



Source : CAE, enquête juin 2017.

4. Analyse par question

4.1. Comparaison avec le *Chicago Booth Expert Panel*

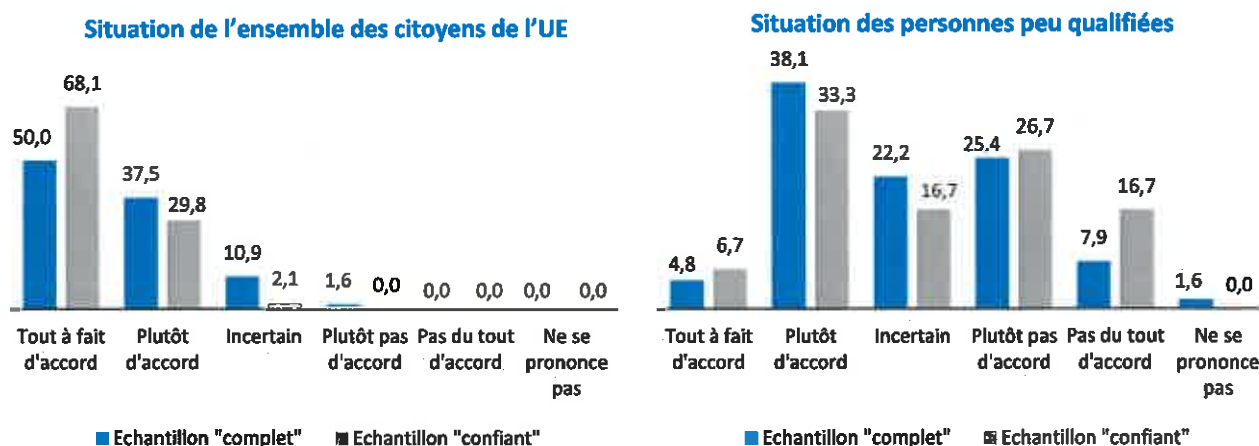
Deux des questions posées par le CAE sont directement reprises de l'IGM Expert Panel Europe de l'Université de Chicago⁽⁷⁾ : celles portant sur l'impact de la plus grande liberté de circulation des biens et des services au sein du marché unique successivement sur la situation moyenne des Européens et sur celle des personnes peu qualifiées en Europe de l'ouest depuis les années 1980. Pour les deux échantillons (CAE et IGM-Europe), on constate une grande convergence de vue sur la première des deux questions (impact moyen de la mobilité) mais une grande divergence de vues sur la seconde (impact sur les personnes peu qualifiées). Il est assez remarquable d'obtenir des résultats très proches entre l'enquête CAE et le panel d'experts IGM. Dans les deux cas, on constate aussi que les réponses « confiantes » ont tendance à être plus tranchées que les autres.

(7) L'Université de Chicago a établi deux panels d'économistes, l'un américain et l'autre européen, qui se prononcent régulièrement sur des questions économiques : sur des affirmations plus ou moins générales, pouvant être normatives ou positives, chaque expert est invité à dire s'il est tout à fait d'accord, plutôt d'accord, incertain, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord ou encore sans opinion. De même, il est invité à indiquer le niveau de confiance qu'il a dans son propre avis, sur une échelle de 1 à 10. Voir Initiative on Global Markets, University of Chicago Booth School of Business, www.igmchicago.org/igm-economic-experts-panel et European IGM Economic Experts Panel, « Trade within Europe », 7 décembre 2013.

Au Royaume-Uni, le Center for Macroeconomic Policy de l'Université de Cambridge réalise le même exercice, avec des questions plus normatives (<http://cfmsurvey.org/about>), auprès d'un panel d'experts britanniques et un panel d'experts européens.

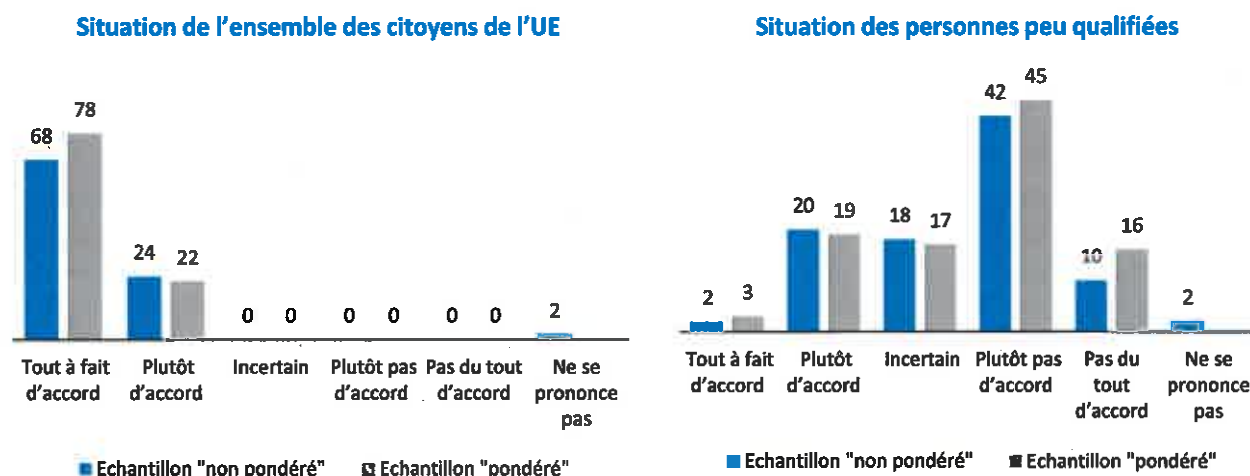
Graphique 5. Impact de la plus grande liberté de circulation des biens et des services au sein du marché unique sur la situation des citoyens en moyenne et des personnes peu qualifiées

a. Sondage CAE



Source : CAE, enquête juin 2017.

b. Sondage IGM Expert Panel Europe, Université de Chicago

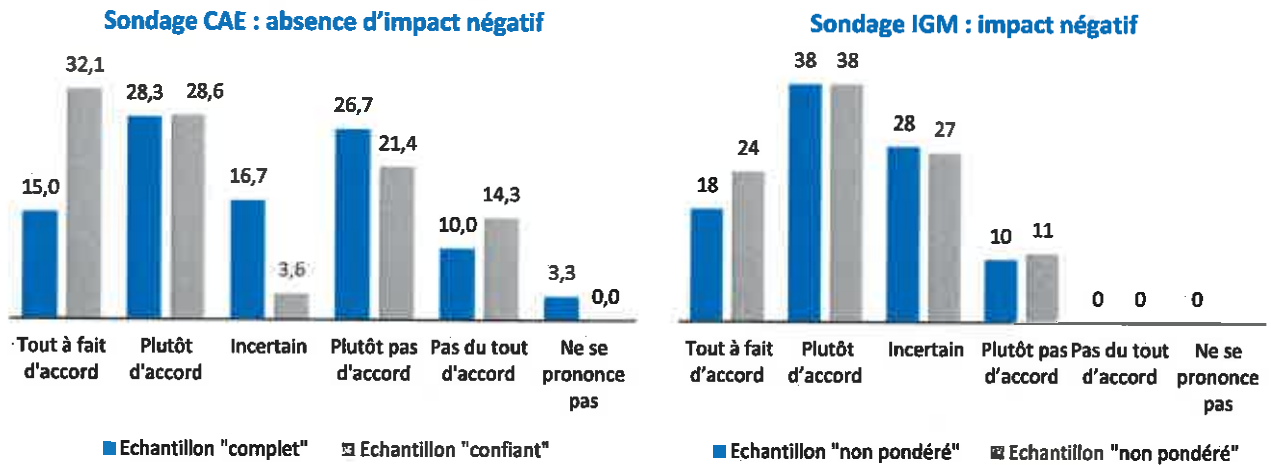


Source : IGM Expert Panel Europe-Chicago Booth.

La question portant sur les conséquences du Brexit est également proche dans les deux enquêtes, même si la formulation diffère⁽⁸⁾. En particulier, le CAE s'interroge sur l'absence d'impact négatif du Brexit sur le revenu par habitant en France tandis que l'enquête IGM s'interroge sur l'impact négatif du Brexit sur le revenu par habitant dans les pays de l'Union européenne hors Royaume-Uni.

(8) CAE : « Une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord préférentiel n'aura pas, dans les dix ans qui suivront, un impact négatif sur le revenu par habitant en France ». IGM : « Because of the Brexit vote's outcome, the rest of the EU's real per-capita income level is likely to be lower a decade from now than it would have been otherwise ».

Graphique 6. Les conséquences du Brexit sur la France (sondage CAE) et sur l'UE (sondage IGM)



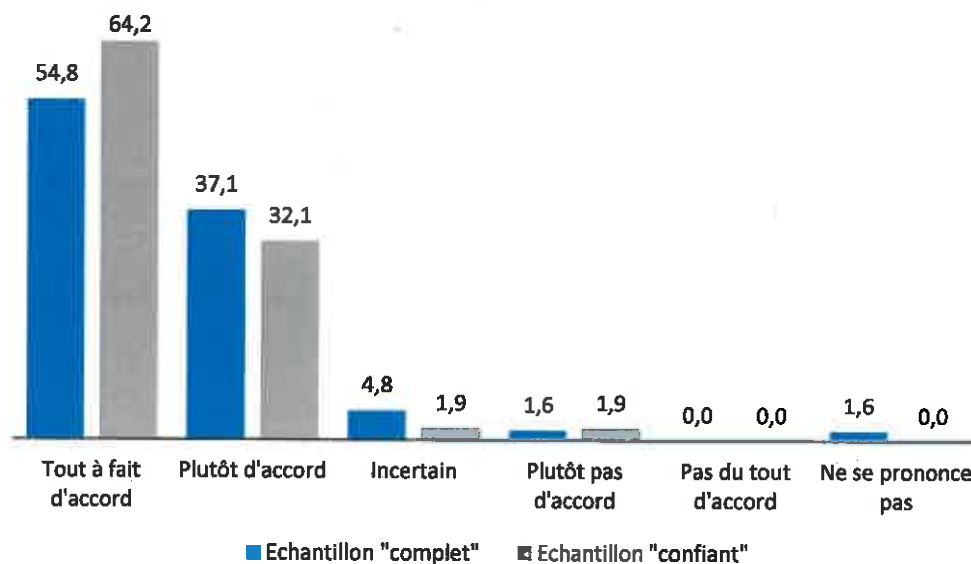
Sources : CAE et IGM.

Si on observe un consensus assez faible dans les deux cas, le « dissensus » est encore plus prononcé dans l'enquête du CAE. Outre le fait que le CAE s'intéresse à l'impact sur la France et non sur l'ensemble des pays de l'UE, le résultat tient peut-être à la précision apportée dans la question du CAE : une sortie du Royaume-Uni de l'UE *sans accord préférentiel*, qui réduit le champ des possibles et limite mécaniquement le nombre de réponses « incertaines », particulièrement parmi les répondants confiants.

4.2. Les questions consensuelles

Parmi les quinze questions de l'enquête, neuf ont vu émerger un large consensus. Outre l'impact de la libre circulation des biens et services au sein du marché unique européen, la question sur les aides au logement a suscité un fort consensus : les membres et anciens membres du CAE s'accordent très largement à dire que les aides au logement contribuent à la hausse des loyers dans un environnement où l'offre de logement locatif est contrainte (graphique 7).

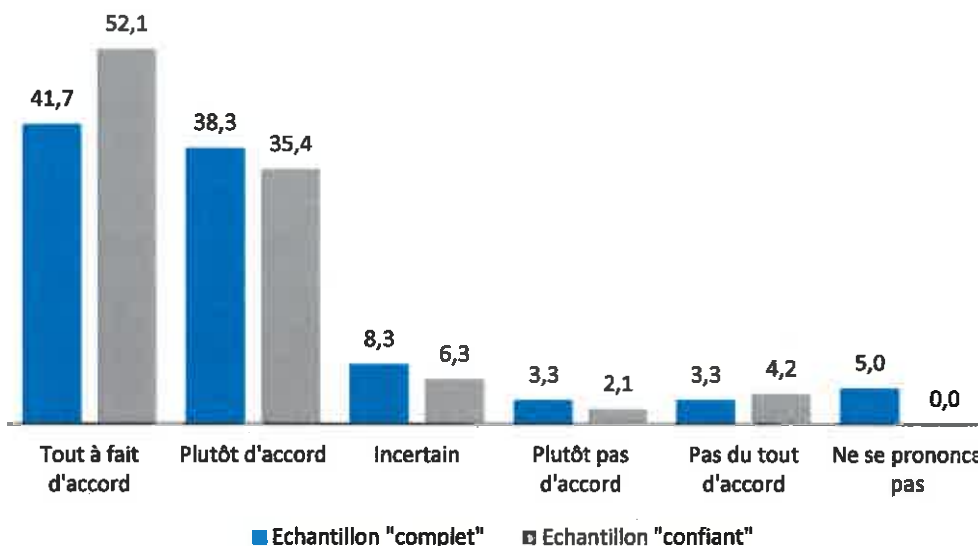
Graphique 7. Lorsque l'offre de logement locatif est contrainte, subventionner la demande via des aides au logement conduit à une hausse des loyers



Source : CAE, enquête juin 2017.

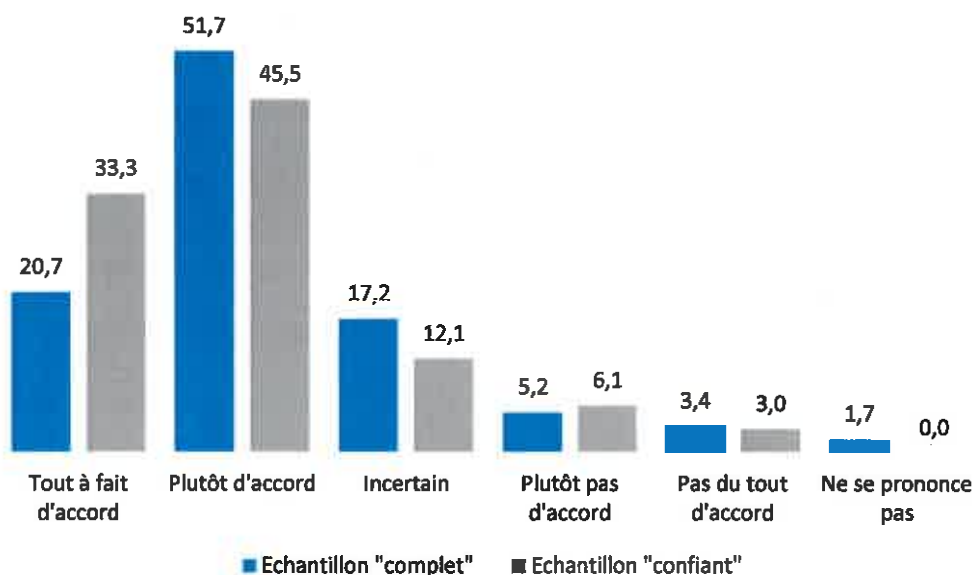
Pour d'autres questions, le consensus reste à un niveau élevé, tout en étant un peu moins marqué. Ainsi les répondants s'accordent largement à dire que les allègements de cotisations sociales employeurs ont un effet positif sur l'emploi en France lorsqu'ils sont ciblés sur les bas salaires (graphique 8) ; que l'ouverture des commerces le dimanche contribue à la création d'emplois (graphique 9) ; qu'un prix unique des émissions de GES est un outil efficace de lutte contre ces dernières (graphique 10). Ils sont aussi nombreux à considérer qu'une forte protection des licenciements nuit à l'emploi des jeunes en CDI (graphique 11).

Graphique 8. En France, les allègements de cotisations sociales employeurs ont un effet positif sur l'emploi quand ils sont ciblés sur les bas salaires



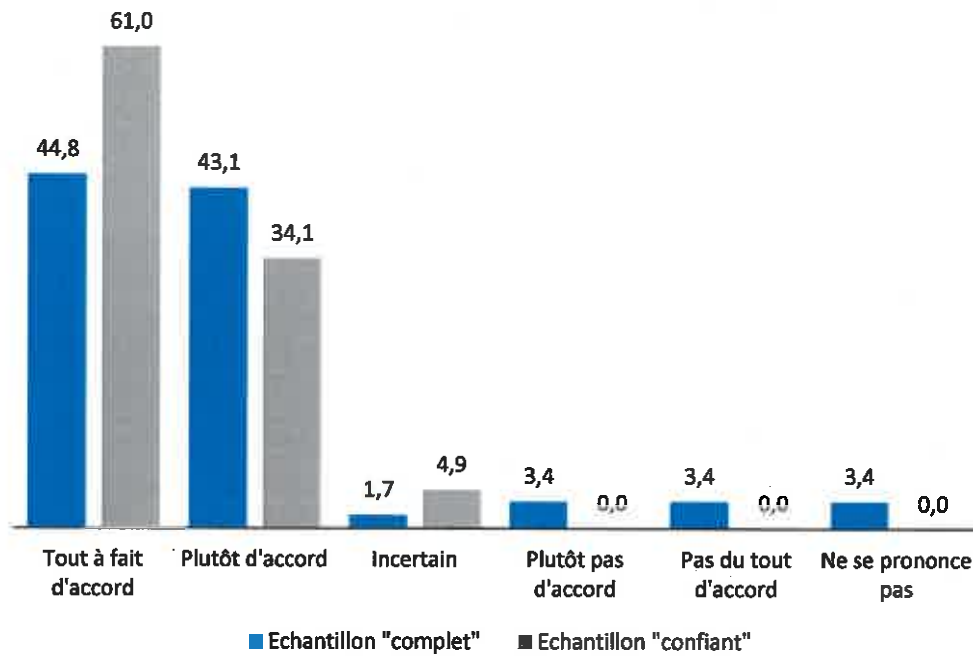
Source : CAE, enquête juin 2017.

Graphique 9. L'ouverture des commerces le dimanche permet de créer des emplois



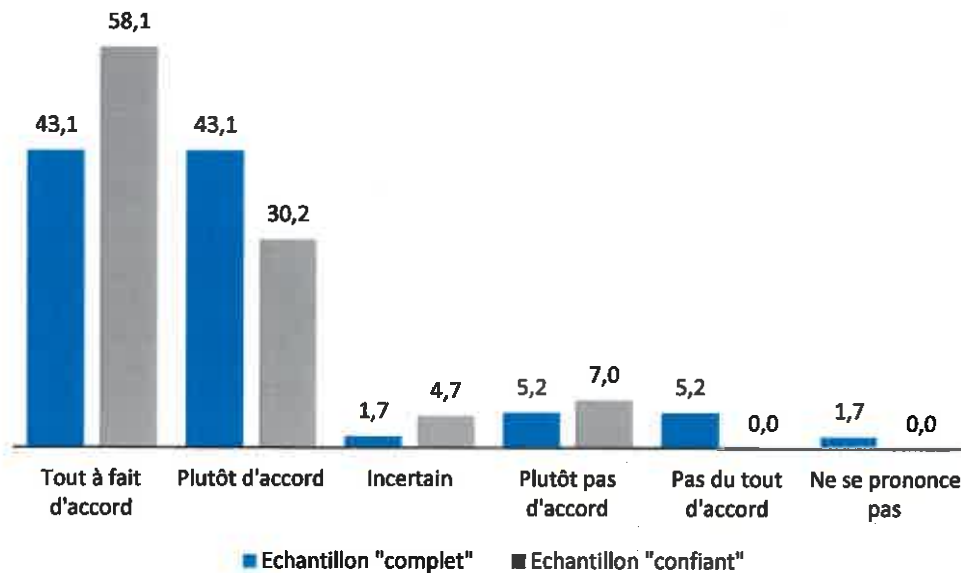
Source : CAE, enquête juin 2017.

Graphique 10. Un prix unique des émissions de gaz à effet de serre, reflétant les coûts du réchauffement climatique, est un moyen efficace pour réduire ces émissions



Source : CAE, enquête juin 2017.

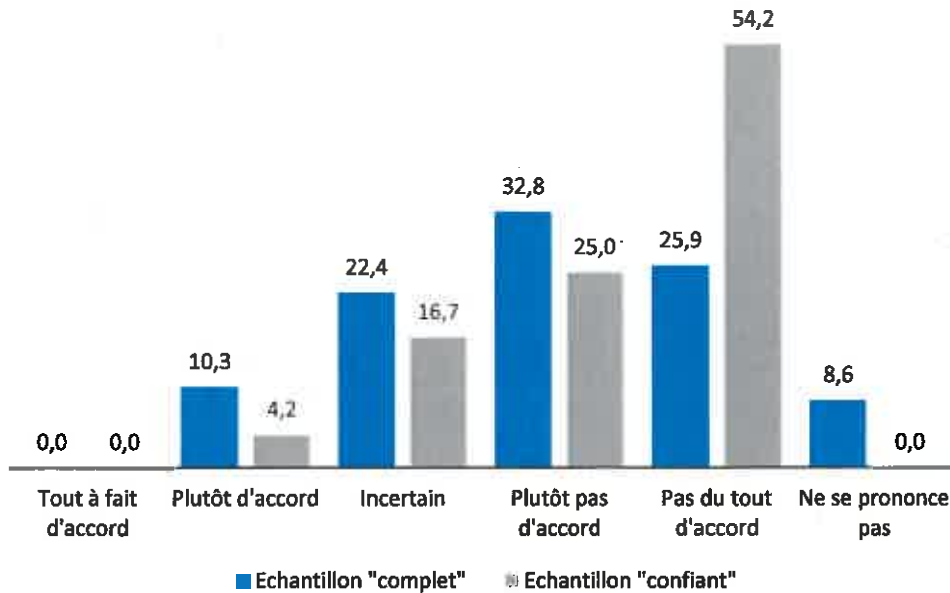
Graphique 11. La protection élevée contre les licenciements nuit à l'emploi des jeunes en CDI



Source : CAE, enquête juin 2017.

Les avis sont plus variés quant à l'impact négatif de l'immigration de travailleurs d'Europe centrale et orientale depuis les années 2000 sur les finances publiques des pays d'Europe de l'Ouest (graphique 12). Plus de la moitié de l'ensemble des répondants n'est « plutôt pas d'accord » ou « pas du tout d'accord » avec l'affirmation, tandis qu'un quart est incertain. Au sein des répondants « confiants » (ici la moitié seulement de l'échantillon), cependant, il existe un certain consensus, avec près de 80 % des réponses allant dans le même sens.

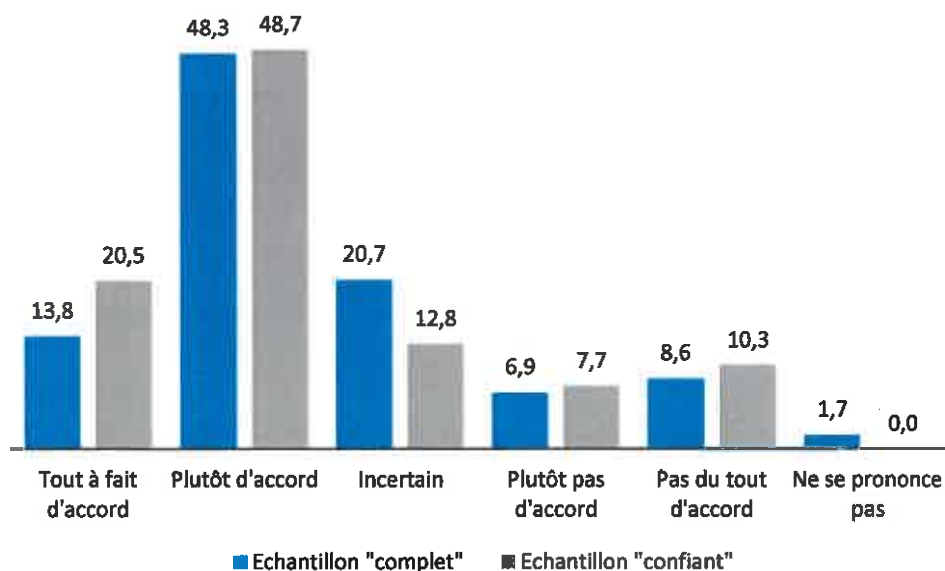
Graphique 12. L'immigration de travailleurs d'Europe centrale et orientale depuis les années 2000 en Europe d l'Ouest a eu un effet négatif sur les finances publiques de ces derniers pays



Source : CAE, enquête juin 2017.

Enfin, l'effet dépressif d'une consolidation budgétaire d'un État européen de taille significative sur les autres pays membres de la zone euro fait l'objet d'un certain consensus, même si les opinions divergentes sont plus fréquentes que dans le cas des aides au logement : si plus de la moitié des répondants sont d'accord avec l'affirmation, presque un quart d'entre eux est incertain, et 15 % sont en désaccord.

Graphique 13. En zone euro, une consolidation budgétaire dans un État membre de taille significative a un effet dépressif sur les autres pays de la zone



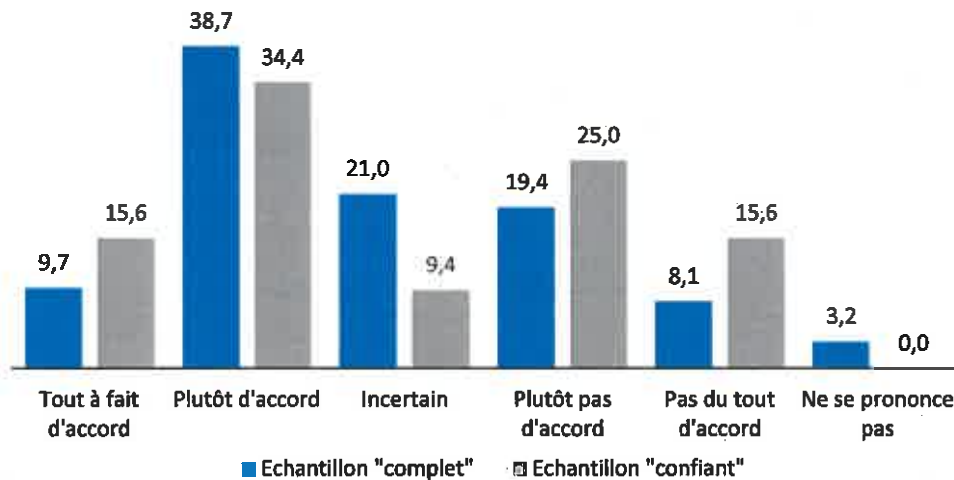
Source : CAE, enquête juin 2017.

4.3. Les questions « dissensuelles »

Six questions de l'enquête du CAE ont en revanche révélé de plus grands désaccords entre économistes. La faiblesse du consensus sur un thème peut être liée à une grande variabilité des réponses, ou à l'inverse à une forte polarisation entre ceux exprimant leur accord et ceux exprimant leur désaccord. Sur ces sujets peu consensuels, les répondants « confiants » ont des positions plus tranchées, dans l'accord comme dans le désaccord, que le reste de l'échantillon qui choisit plus souvent la réponse « incertain », ou « ne se prononce pas ».

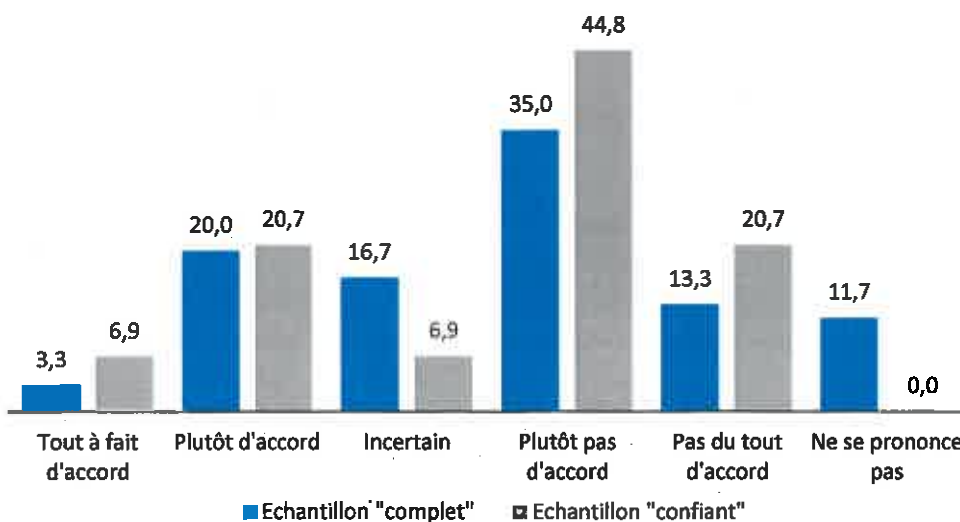
Le premier sujet de désaccord a trait aux gains de compétitivité à attendre d'un allègement des cotisations sociales employeurs au niveau des salaires intermédiaires, même si une petite majorité émerge parmi les « confiants » pour attendre des gains de compétitivité, (graphique 14). On obtient un peu plus de consensus au sujet de la « légitimité » de l'autorité de la concurrence à se prononcer sur le cas des commissions prélevées par Uber (graphique 15).

Graphique 14. En France, les allègements de cotisations sociales employeurs ciblés sur les salaires intermédiaires permettent de réaliser des gains de compétitivité



Source : CAE, enquête juin 2017.

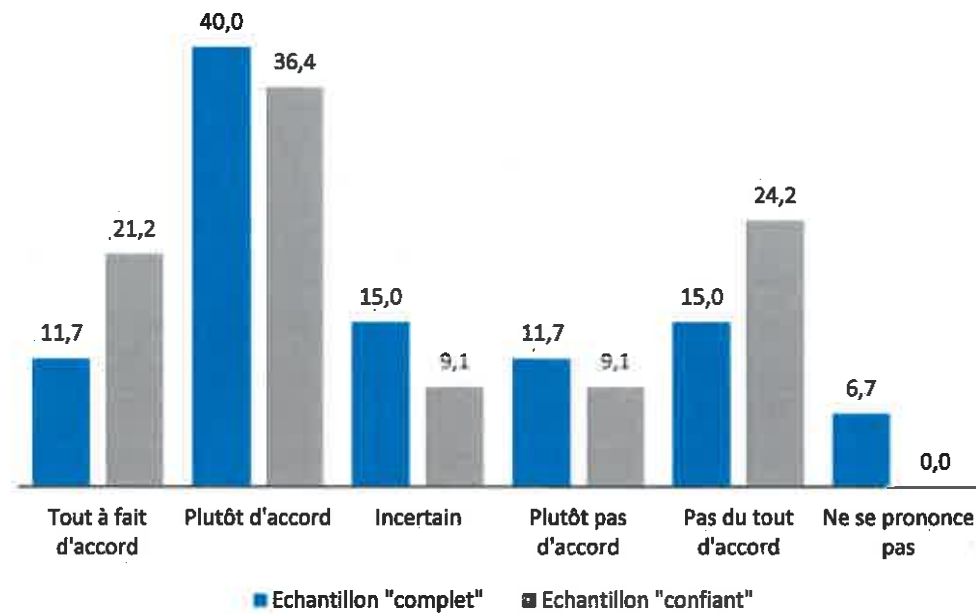
Graphique 15. L'autorité de la concurrence ne serait pas légitime à se prononcer sur le niveau raisonnable des commissions prélevées par Uber



Source : CAE, enquête juin 2017.

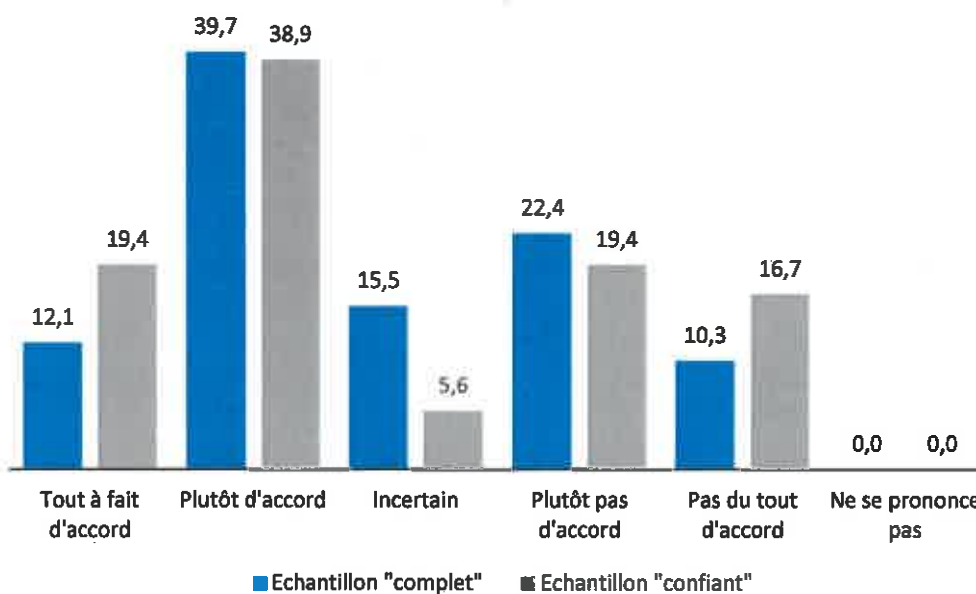
Finalement, les affirmations les moins consensuelles sont celles relatives à l'impact du Brexit sur le PIB par habitant en France (graphique 6, voir *supra*), l'utilisation de clauses particulières dans les marchés publics pour poursuivre des objectifs sociaux ou environnementaux (graphique 16), l'effet de la dette sur la croissance (graphique 17) et la fiscalité allégée sur les fonds euro de l'assurance-vie comme handicap pour l'investissement productif (graphique 18).

Graphique 16. Les clauses particulières dans les marchés publics pourraient être un moyen efficace d'atteindre des objectifs sociaux ou environnement



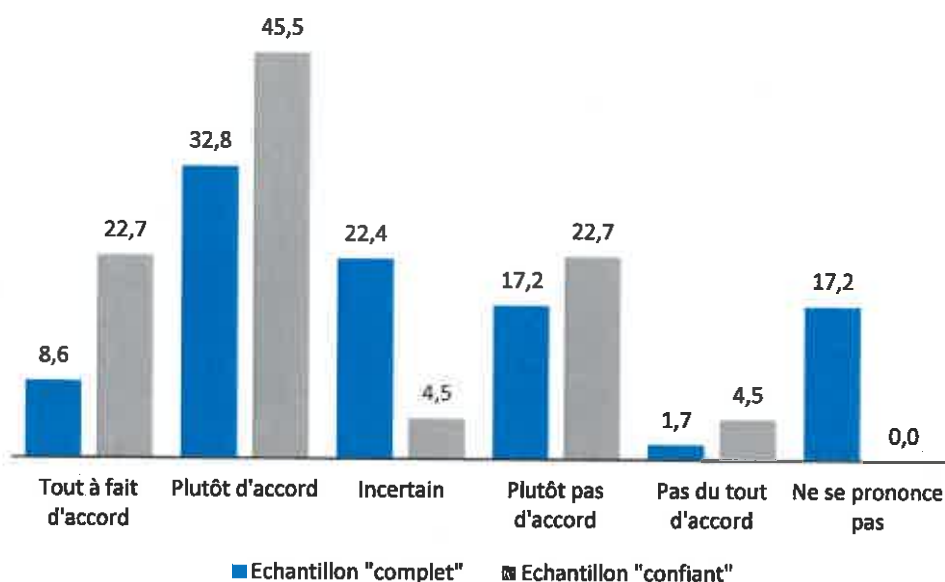
Source : CAE, enquête juin 2017.

Graphique 17. Un ratio dette publique/PIB élevé a un effet négatif sur la croissance, même lorsque ce ratio est stable



Source : CAE, enquête juin 2017.

Graphique 18. La fiscalité allégée sur les fonds euro de l'assurance-vie est un handicap pour l'investissement productif



Source : CAE, enquête juin 2017.

Conclusion

Plusieurs enseignements généraux peuvent être tirés de cet exercice d'enquête. D'abord, les économistes ne sont ni « jamais d'accord » ni « pensée unique » : selon les sujets, leurs réponses tendent ou non à converger. Le deuxième enseignement est le fort consensus sur quelques thèmes qui ont fait l'objet de travaux empiriques poussés sur des données françaises, notamment l'impact des aides au logement ou des baisses de charges sur les bas salaires. Ce résultat est un encouragement fort pour ce type de recherche. Le troisième enseignement est qu'à l'inverse, le consensus est difficile sur des sujets macroéconomiques comme les externalités de politique budgétaire, l'impact de l'endettement public ou l'effet attendu du Brexit. Le dernier enseignement, enfin, est la différence assez faible observée entre l'échantillon CAE et l'échantillon international IGM-Europe (sur les questions comparables). Notons toutefois qu'aucune question normative n'a été posée dans l'enquête CAE, ce qui limite les occasions de divergences de vues entre économistes mais permet peut-être plus facilement de faire émerger les points de consensus pour alimenter utilement le débat public.